

[Text]

Mr. McDermid: The rate?

Mr. Rodriguez: Yes.

Mr. McDermid: You borrow short term and long term. You borrow throughout the year. If interest rates comes down, it will be less; if they go up, it will be more.

Mr. Rodriguez: Right now you are going into the market. You will be borrowing when this bill is passed. You will be going into the market to borrow \$25 billion.

Mr. McDermid: You do not do it all at once. You do not go out and borrow the \$25 billion right off the bat. Your borrowing program goes on through the entire year. You borrow as the need arises. Having authority for \$25 billion does not mean we go out and borrow it tomorrow and pay the going interest rate. We borrow it as we need it, and it is the wish of the Minister of Finance and his junior ministers not to use all the authority. That would be the sweet end of the thing.

Mr. Rodriguez: People right now are cashing in their Canada Savings Bonds because they can buy treasury bills that pay 12%. They are cashing in their Canada Savings Bonds. When that happens, what does it do to the price you have to pay to borrow money?

Mr. McDermid: Because CSBs are liquid instruments, a certain amount of redemptions go on every year. Probably this year, with interest rates having moved up a little bit since the fall campaign, that may be slightly higher than normal, but the amounts involved would not have any significant impact on the treasury bill market, which is where we would likely fund the money. It will not have any impact on interest rates in that sense.

Mr. Rodriguez: The Canadian Chamber of Commerce has been very critical of the government's performance in terms of the overall economic picture. I have taken a look at the projection in the budgets, the key fiscal indicators over the medium term. When this government came to office, the net public debt was about \$200 billion. In 1989-90, it is \$351 billion, and it is projected to be \$452 billion in 1994-95.

Mr. Manley: I think the number Mr. Rodriguez referred to was the number at the end of the fiscal year after the government came into office. In fact, it was somewhat lower on September 4, 1984, and many transactions occurred in that period.

Mr. McDermid: When we took office in 1984, we were halfway through the fiscal year; the budget was committed. At the end of fiscal year 1984-85, you are absolutely right, it was about \$200 billion. You borrow throughout the year, and finishing off that fiscal year, we were winding up with a previous government's budget and expenditure program.

Mr. Manley: You exceeded your projections for the balance of that year. Just put the facts on. We do not have to argue about the facts. Just state them.

[Translation]

M. McDermid: Le taux?

M. Rodriguez: Oui.

M. McDermid: Nous empruntons à court terme et à long terme. Nous empruntons tout au long de l'année. Si les taux d'intérêt baissent, le montant sera moindre, s'ils augmentent, il sera plus élevé.

M. Rodriguez: Vous allez emprunter sur le marché une fois ce projet de loi adopté. Vous irez emprunter 25 milliards de dollars.

M. McDermid: Nous n'allons pas le faire d'un seul coup. Vous n'empruntez pas 25 milliards de dollars en une seule opération. Votre programme d'emprunt s'échelonne sur toute l'année. Vous empruntez au fur et à mesure des besoins. Si nous avons le pouvoir d'emprunter 25 milliards de dollars, cela ne veut pas dire que nous allons emprunter toute la somme demain au taux d'intérêt alors en vigueur. Nous emprunterons selon les besoins et le ministre des Finances ainsi que ses ministres d'Etat n'ont pas l'intention d'utiliser la totalité du pouvoir d'emprunt. Nous préférons l'éviter.

M. Rodriguez: Les gens encaissent actuellement leurs obligations d'épargne du Canada parce qu'ils peuvent acheter des bons du Trésor qui leur rapportent 12 p. 100. Ils encaissent leurs obligations d'épargne du Canada. En pareil cas, quel prix devez-vous payer pour emprunter de l'argent?

M. McDermid: Comme les obligations d'épargne du Canada représentent des liquidités, nous vous en remboursons chaque année un certain nombre. Etant donné que les taux d'intérêt ont augmenté légèrement depuis la campagne de cet automne, il est probable que, cette année, les remboursements seront légèrement supérieurs à la normale, mais les sommes en cause n'auront pas de répercussions importantes sur le marché des bons du Trésor où nous allons sans doute trouver l'argent voulu. Cela n'aura donc pas de répercussions sur les taux d'intérêt.

M. Rodriguez: La Chambre de commerce du Canada a vivement critiqué les résultats du gouvernement sur le plan économique. J'ai examiné les prévisions contenues dans les budgets et les principaux indicateurs financiers à moyen terme. Lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, la dette publique nette s'élevait à environ 200 milliards de dollars. Pour 1989-1990 elle atteint 351 milliards et elle devrait se monter à 452 milliards en 1994-1995.

M. Manley: Je crois que le chiffre mentionné par M. Rodriguez est celui qui a été enregistré à la fin de l'exercice suivant l'arrivée au pouvoir du gouvernement. En fait, le chiffre en question était plus bas le 4 septembre 1984 et il y a eu de nombreuses transactions au cours de cette période.

M. McDermid: Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1984, nous étions au milieu de l'exercice financier; le budget avait déjà été engagé. A la fin de l'exercice 1984-1985, vous avez parfaitement raison de dire que la dette s'élevait à environ 200 milliards de dollars. Nous empruntons tout au long de l'année et à la fin de l'exercice en question nous nous sommes retrouvés avec le budget et le programme de dépenses du gouvernement précédent.

M. Manley: Vous avez dépassé vos prévisions pour le reste de l'année en question. Il est inutile de discuter des faits. Contentez-vous de les énoncer.